

## La société française telle qu'elle est devenue

L'émiettement voulu par les instances politiques en charge de diriger la France a atomisé la population française qui compte aujourd'hui plus de 67 millions d'individus. Malgré les mouvements sociaux, souvent longs comme celui contre la retraite reportée à 64 ans, la parcellisation de la population induit celle de la société : **l'individualisme forcené a gagné bon nombre des citoyens et des futurs citoyens**. L'abstention massive aux élections enlève une partie de leur légitimité aux élus, qu'ils soient mandatés au conseil municipal ou à la présidence de la République ; cela est la preuve, hélas confirmée, du divorce entre les millions de Français qui se désintéressent, apparemment, de la vie publique et les « élites », malheureusement auto-proclamées, du pays. Alors que reste-t-il pour exister aux millions habitants réduits à la survie de leur individu pour **montrer qu'ils ont des droits sinon des devoirs** ? La vie associative pour certains, le déni pour les autres ; car **être contre, c'est, au moins, exister** ! Alors, on est contre les beurs, contre les noirs, contre les étrangers, contre les gays, transgenres et autres lesbiennes, contre les élus eux-mêmes, pourquoi pas ?

Cela commence très tôt. **Le harcèlement scolaire est une forme de ce rejet des autres, de l'autre plutôt**, induit par l'atomisation du groupe social. Dramatique, le harcèlement conduit au suicide de jeunes adolescents qui sont martyrisés par des congénères aussi seuls qu'eux mais plus combattifs : la bagarre des cours de récréation est remplacée souvent par les bousculades et les moqueries relayées par les réseaux sociaux. **L'école de la République est devenue, outre une garderie- passoire, une zone de non-droit**, où le goût d'apprendre est remplacé par la sournoiserie des laissés pour compte.

Hors de l'école, les incivilités vont bon train. Et la police nationale ou locale, est militarisée pour faire face à ces entraves à la bienséance : **les forces de l'ordre plutôt que les gardiens de la paix** ! Mal payés, formés à la va-vite, on ne regarde pas de trop près la pertinence des opinions des recrutés ; sont-ils raciste, homophobes, machistes ? Peu importe, **pourvu qu'ils fassent respecter « l'ordre public », travesti, pour faire comme il faut, en « ordre républicain » ...**

La République démocratique et sociale n'a rien à voir avec la société désarticulée telle qu'elle est aujourd'hui, et dont la plupart des dirigeants actuels porte la responsabilité. La **République démocratique et sociale est aussi laïque** et défend, donc, l'intérêt général de la société qu'elle encadre. Or, l'intérêt général n'est pas dans le laxisme, dans le foutage de gueule dirigé contre ceux qui en attendent, au contraire, la prise en compte de leur existence de citoyen. Il n'est pas plus, et loin de là, dans de ce qui est **le credo des dirigeants, le libéralisme économique, autant dire le capitaliste de mauvais aloi, sans foi, sans loi**.

Le régime politique actuel, qui ne reconnaît pas la valeur de la justice non seulement comme indépendante mais aussi comme pouvoir politique, est au bout du rouleau. Chacun sait bien que l'occupant de l'Elysée n'a pas intérêt à dissoudre l'Assemblée nationale car sa « majorité » risquerait de fondre encore plus en cas d'élections générales et nationales ...

Mais attendons la fin !

*Capitalismus delendus est.*